

LA FRANCE DE L'OPEN DATA

Et l'Hexagone dans tout cela ? Le mouvement est lancé, un peu partout, souvent à l'initiative d'associations militantes, comme LiberTIC, à Nantes, ou Regards citoyens. Charles Népote, responsable à la Fing du groupe « Réutilisation des données publiques », qui accompagne les territoires dans la mise en œuvre de leurs projets, est confiant : « Les responsables locaux qui n'en avaient pas conscience au début commencent à voir tout le parti que l'on va pouvoir tirer de ces initiatives. »

BREST

La démarche de la métropole bretonne est pour le moment limitée à la mise en ligne de données à caractère cartographique. Une application est en cours de test avec les agents de la collectivité, sur le modèle anglais de « Fix my street ». Celle-ci permet de signaler en ligne tous les désordres urbains (véhicules abandonnés, graffitis, dégradations de la chaussée...) et de les localiser.

RENNES

La pionnière. Depuis le 1^{er} octobre 2010, on trouve sur data.rennes-metropole.fr une série de jeux de données concernant la vie quotidienne, l'urbanisme et surtout les transports. Une quinzaine d'applications pour smartphone ont déjà été développées, toutes relatives à Vélo STAR, le service de vélo en libre-service de Rennes. Un concours, doté de 50 000 euros de prix, qui s'est clos le 21 février, a suscité 43 propositions. La plupart d'entre elles ont trait aux transports, à l'image de « Tout Rennes bouge », une application pour smartphone qui permet de consulter les horaires de passage des bus ou des métros, de les visualiser sur une carte, de s'informer des perturbations du réseau...

NANTES

Jean-Marc Ayrault, le maire de la ville, a annoncé, le 3 février, le lancement du projet Open data, une initiative qui doit beaucoup au travail de l'association locale LiberTIC, très active sur ce sujet. Nantes étant désignée « capitale verte de l'Europe » en 2013, l'axe environnemental sera privilégié dans le projet. Ouverture de la plateforme à l'automne, pour de premières applications attendues à la fin de l'année 2011.

PARIS

À la fin du mois de janvier, la capitale a mis en ligne une série de données très variées, qui vont des statistiques de prêts dans les bibliothèques à la fréquence des prénoms relevés dans les registres d'état civil, en passant par les détails des reliefs naturels ou l'implantation des arbres d'alignement. « Un premier test », pour Jean-Louis Missika, l'adjoint au maire à l'initiative du projet, qui croit « à la vertu de l'exemple » pour amorcer la pompe. Du coup, à l'instar de Rennes, la municipalité parisienne a organisé un concours d'idées, et un partenariat avec le site Paris.fr pourrait déboucher sur la création d'une plateforme dédiée aux applications pour smartphone.

ET LES AUTRES...

Depuis que la fièvre Open data s'est emparée de l'Hexagone, nombre de collectivités territoriales ont manifesté leur intention, sans qu'elle soit encore formalisée, de suivre le mouvement. Parmi elles, on compte Strasbourg, Lyon, Le Havre, Lille et le Nord-Pas-de-Calais, Saint-Maur, Besançon, le département de l'Isère...

BORDEAUX

L'originalité du projet en cours est qu'il va d'emblée réunir trois collectivités, qui mettront en commun, dans un premier temps, leurs données de transports : la communauté urbaine de Bordeaux, le conseil général de la Gironde et la région Aquitaine. Lancement prévu au mois de juin.

MONTPELLIER

Dans le cadre du programme « Montpellier Territoire numérique », la ville a commencé à publier, au mois de février, des données relatives à l'espace public (voirie, assainissement), aux espaces naturels (parcs, arbres), aux transports... Elles sont, dans un premier temps, mises à la disposition d'un cercle restreint d'utilisateurs, avant une ouverture au grand public prévue en avril-mai. Les créateurs d'applications pourront solliciter des aides financières de la ville en contrepartie de la fourniture gratuite de leurs services.

MARSEILLE

C'est l'événement « Marseille, capitale européenne de la culture en 2013 » qui a stimulé le projet Open data de la région. Marseille Provence 2013, la structure chargée du projet, a en effet pris conscience qu'il lui faudrait multiplier les ressources pour pouvoir proposer des applications numériques originales et de qualité aux millions de visiteurs annoncés. Du coup, là aussi, plusieurs collectivités territoriales vont se réunir pour mettre en commun leurs données. Premier test attendu début 2012.